

REPONSE DE ZEOP MOBILE

A

LA CONSULTATION PUBLIQUE

RELATIVE AUX

**« NOUVELLES FREQUENCES POUR LES
RESEAUX MOBILES A LA REUNION ET A
MAYOTTE »**

Février 2020

Depuis son apparition à la Réunion, ZEOP a toujours défendu au nom du consommateur, outre la qualité, la transparence et l'abordabilité des services, les valeurs disruptives d'innovation et de créativité.

En voici pour preuve trois exemples patents :

- Véritable pionnier de la fibre optique réunionnaise et même française, ZEOP a très largement contribué à faire de l'île de la Réunion le premier département fibré de France après l'île de France ;
- ZEOP est également à l'origine du dernier câble sous-marin reliant l'île de la Réunion avec des capacités sans communes mesures par rapport à ce qui pouvait se faire auparavant dans ce secteur ;
- Enfin, au travers de la filiale ZEOP MOBILE, dernier entrant du marché réunionnais de la téléphonie mobile, ZEOP a non seulement déployé le réseau mobile de dernière génération mais aussi totalement révolutionné et démocratisé la consommation de DATA à la Réunion en commercialisant le premier abonnement illimité en DATA et ce à un prix abordable au point d'en faire l'un des meilleurs forfaits de France.

Toutefois, s'il est inscrit dans les gènes de ZEOP de faire bouger les lignes au plus grand bénéfice du consommateur, il appartient au Régulateur de veiller à la bonne mise en place d'un cadre du jeu concurrentiel juste et équilibré. Et lorsque des déséquilibres structurels exogènes existent ou apparaissent, de les corriger afin de les faire disparaître pour que puisse s'exercer le plus sainement possible une simple et unique concurrence par les mérites.

C'est pourquoi, à l'occasion de cette présente consultation relative aux *Nouvelles fréquences pour les réseaux mobiles à la Réunion et à Mayotte implique*, ZEOP appelle de ses vœux que l'Autorité prenne une série de mesures qui s'avèrent nécessaires pour ne pas dire indispensables au dynamisme du marché réunionnais de la téléphonie mobile, à savoir :

- 1) Garantir, en contrepartie d'engagements, l'allocation de fréquences 700 MHz au 4° opérateur, ZEOP MOBILE, qui est aujourd'hui totalement **dépourvu de fréquences basses** au prix d'un double désavantage concurrentiel : un surcoût discriminant de déploiement et un handicap de technique de couverture (mauvais indoor) ;
- 2) accorder au 4° opérateur ZEOP MOBILE des **mesures compensatoires** alors même qu'il n'en bénéficie toujours pas contrairement à d'autres opérateurs mobiles comme BOUYGUES TELECOM et FREE pourtant placés dans des situations identiques de pénétration tardive de marché ;
- 3) **décorrélér l'allocation de fréquences 700 MHz de toute question sur les services 5 G** puisque aucun lien de ce type n'avait été retenu en métropole en 2015 pour l'allocation des mêmes fréquences 700 MHz et que cela contreviendrait au principe de neutralité technologique des fréquences ;
- 4) **rééquilibrer les portefeuilles en fréquences basses** entre les opérateurs mobiles avec, à ce titre, l'imposition d'un plafond **maximal de 25 MHz** dans la mesure où un plafond de 30 MHz non seulement n'y parviendrait pas mais au contraire continuerait de creuser l'écart entre ZEOP MOBILE et ses concurrents ;
- 5) **de ne pas organiser des enchères** ascendantes qui seraient mortifères pour le plus petit des opérateurs, ZEOP MOBILE, face à des grands groupes aux poches profondes ;
- 6) **de ne pas coupler les 700 MHz et les 3,5 GHz** sauf à ce que ZEOP MOBILE devienne le premier opérateur mobile français (voire mondial) à être confronté à un double déploiement concomitant sur deux générations de technologie différentes, l'une axée sur la 4 G et l'autre axée 5 G ; à toute me moins, un décalage dans le temps est nécessaire.

Partie 1 : Aménagement numérique du territoire, concurrence et innovation à la Réunion et à Mayotte

- **Question n° 1.** L'approche proposée ci-dessus pour La Réunion vous semble-t-elle pertinente ? Pour quelles raisons ? Identifiez-vous à Mayotte des zones qui nécessiteraient une amélioration de la couverture en 4G ? Le cas échéant, quelles devraient être les modalités de ces obligations de déploiement ? Des dispositions relatives au partage de réseaux seraient-elles utiles ?

L'approche proposée repose sur l'introduction d'obligations de déploiement pour les opérateurs mobiles sur certaines zones de l'île de la Réunion à l'instar du cirque de Mafate ou du Volcan.

Toutefois, cette approche ne tient absolument pas compte de la nature spécifique des zones retenues.

En effet, certaines de ces zones sont :

- Soit extrêmement compliquées à couvrir compte tenu de leur encadrement réglementaire très strict. Ainsi, depuis le 1er août 2010, les Pitons, les cirques et les remparts de l'île de la Réunion - dont font notamment partis le Volcan, le cirque de Salazie et celui de Mafate – appartiennent à la liste des biens naturels classés au patrimoine mondial de l'Unesco et continuent en parallèle de relever du Parc National de la Réunion. Cette double classification environnementale interdit de déployer de nouveaux sites radio sur ces différentes zones
- Soit très difficiles à raccorder électriquement ce qui oblige à recourir à une alimentation par un équipement photovoltaïque, lequel doit pouvoir respecter là encore des contraintes environnementales draconiennes.

- Soit encore sujet à débats et de vives oppositions des riverains pour diverses raisons (proximité des écoles même si respect des limites géographiques légales, etc.).

Ces raisons expliquent pourquoi il ne paraît pas envisageable de créer, pour ces zones, de nouvelles obligations de déploiement à la charge des opérateurs mobiles alors même que ces derniers seront dans une quasi-impossibilité matérielle de pouvoir les respecter.

En revanche, afin de satisfaire à un besoin légitime de couverture pour ces zones, d'autres solutions plus faciles à mettre en œuvre pourraient être retenues. Ainsi :

- L'obligation pour un opérateur mobile, disposant déjà sur ces zones de sites accueillant ses antennes relais, de faire droit aux demandes des autres opérateurs mobiles afin d'accueillir leurs propres antennes relais ;

Ou

- La mise en place par les collectivités territoriales (commune, département, région) ou autres personnes morales de droit public (communauté de communes, agence environnementale, etc.) de sites dans ces zones pouvant accueillir plusieurs antennes relais de différents opérateurs mobiles.

Ou encore

- L'obligation pour une opérateur mobile qui dispose de sites d'antenne relais dans ces zones, dans l'hypothèse où il n'est pas possible de pouvoir installer de nouvelles antennes relais d'autres opérateurs sur ces sites pour des diverses (techniques comme une structure trop fragile ou administrative comme un parc naturel), de proposer des offres de RAN SHARING à un tarif orienté vers les coûts.

- **Question n° 2. Une obligation en faveur de l'augmentation des débits fournis par les réseaux mobiles est-elle pertinente ? Pour quelles raisons ? Quelles difficultés pourraient compliquer l'atteinte d'un tel débit ?**

Si, de prime abord, une obligation d'augmenter les débits fournis paraît théoriquement pertinente, en réalité elle s'avérerait profondément inadaptée pour au moins deux raisons. D'un part, il n'est nul besoin d'une telle obligation réglementaire pour arriver à ce type de résultat. D'autre part, certaines conditions pratiques font défaut alors qu'elles devraient préexister à l'érection d'une telle obligation.

Rappelons ainsi que ZEOP MOBILE a été le premier opérateur mobile à augmenter très sensiblement les débits à la Réunion en décidant de déployer un réseau MIMO 4*4. Aucune contrainte réglementaire ne l'y obligeait. Pourtant ZEOP MOBILE l'a fait de son propre chef. Il s'agissait ainsi d'une initiative concurrentielle disruptive démontrant à souhait que le jeu de la concurrence basé sur les mérites suffit en règle générale pour apporter des solutions appropriées et efficaces.

Par ailleurs, en pratique, au-delà d'un déploiement en MIMO 4*4, pour augmenter encore davantage les débits, il est avant tout indispensable de disposer de suffisamment de bande passante. En d'autres termes, mettre en place une telle obligation réglementaire sans redistribution et rééquilibrage préalables du portefeuille de fréquences détenu par les opérateurs mobiles reviendrait automatiquement à discriminer l'opérateur détenteur du plus petit portefeuille de fréquences. En l'occurrence, à la Réunion, ZEOP MOBILE serait l'opérateur mobile le plus contraint et discriminé par une telle obligation réglementaire alors que les autres opérateurs concurrents n'y verraient qu'une simple mesure d'ajustement dans la gestion de leurs fréquences.

Par conséquent, il apparaît nécessaire au premier chef de permettre aux opérateurs mobiles de disposer de suffisamment de fréquences avant d'envisager l'imposition d'une quelconque obligation particulière de débit. Et, a fortiori, **le dernier entrant qu'est ZEOP MOBILE doit pouvoir être en mesure d'étoffer suffisamment son portefeuille de fréquences pour ce faire.**

- **Question n° 3. Une obligation de déploiement de sites dans la bande 3,4 - 3,8 GHz ayant des performances équivalentes à celles de la 5G vous paraît-elle pertinente ? Pour quelles raisons ?**

Nous sommes tout d'abord surpris par cette question.

Lier une obligation de déploiement de site dans la bande 3,4-3,8 GHz de quelle que manière que ce soit avec « *des performances équivalentes à celles de la 5 G* », nous semble aller à l'encontre du principe de neutralité technologique des fréquences pourtant applicable depuis le 25 mai 2016. Par conséquent, il apparaît particulièrement délicat de faire un lien direct entre la bande 3,5 GHz et les performances de la 5G

Néanmoins, si nous devons nous placer sur le terrain de la 5 G, alors force est de constater que nous nous placerions *de facto* sur le marché de l'internet des équipements (« IOT »). Or celui-ci est un avant tout marché biface B2B qui concerne certes les opérateurs de télécommunications mais aussi et surtout les fournisseurs d'équipements quels qu'ils soient. Ces derniers sont en réalité à la source même de ce marché par les produits et services qu'ils souhaiteront commercialiser à terme. A ce titre, il n'est pas envisageable d'imposer d'ores et déjà aux opérateurs de télécommunication des obligations de débit et de latence en rapport avec les performances de la 5 G alors même que les équipements IOT sont encore en devenir et sans qu'on connaisse leurs besoins réels. L'écosystème réunionnais est d'ailleurs encore en franchise à ce sujet.

De plus, les équipements IOT nécessiteront une multiplication très importante du nombre d'antennes alors même que les opérateurs mobiles sont toujours confrontés quotidiennement à la complexité administrative pour l'obtention des autorisations nécessaires à l'implantation des antennes et souvent à l'opposition des riverains voire des municipalités.

Et comme cela a déjà été évoqué précédemment, il convient par principe de laisser le soin au jeu de la concurrence de répondre aux attentes du marché. Est-il vraiment besoin de rappeler que la concurrence par les infrastructures est la mère des concurrences et qu'elle prévaut intrinsèquement sur celle des services que les infrastructures supportent ? Dès lors, imposer *ex ante* des obligations de débit et de latence présuppose que les opérateurs de télécommunications pourraient s'avérer

défaillants à l'avenir. Cela revient *in fine* à leur faire un procès d'intention d'autant plus injuste et infondé que l'IOT constituera immanquablement un enjeu majeur de la concurrence par les infrastructures que se feront demain les opérateurs mobiles et auquel ils devront répondre.

Enfin, ZEOP MOBILE souhaite pouvoir se concentrer sur le déploiement de son réseau et de ses services 4G au bénéfice des consommateurs, en pouvant exploiter les indispensables fréquences basses.

- **Question n° 4. Quel état des lieux de la couverture mobile à l'intérieur des bâtiments et des besoins dressez-vous à La Réunion et à Mayotte ? Estimez-vous que l'instauration d'un dispositif favorisant l'activation de la voix sur WiFi (VoWiFi) permettrait de répondre aux éventuels besoins de couverture mobile à l'intérieur des bâtiments à La Réunion et à Mayotte ? D'autres dispositifs permettant d'améliorer la couverture des services mobiles à l'intérieur des bâtiments sur ces territoires vous paraissent-elles nécessaires, notamment dans l'objectif de faciliter une couverture multi-opérateurs ? Si oui, lesquelles ?**

ZEOP MOBILE est actuellement le seul opérateur mobile réunionnais à ne disposer d'aucune fréquence basse. La conséquence première de cette situation privative est que son réseau mobile est automatiquement le moins performant à l'intérieur des bâtiments dans la mesure où seules les fréquences basses permettent une bonne couverture in-door. Sans fréquences basses, pour augmenter sa couverture in-door au même niveau qu'un opérateur disposant de fréquences basses, il lui faudrait multiplier par trois (3) le nombre de ses antennes pour arriver au même résultat. Cela ne paraît ni envisageable ni même faisable.

En revanche, il est vrai que ZEOP est co-leader avec ORANGE du marché réunionnais de la fibre optique. A ce titre, ZEOP dispose d'une bonne couverture wifi pour les zones couvertes par son réseau de fibre optique. Par conséquent, ZEOP MOBILE pourrait théoriquement être favorable à l'activation de la voix sur wifi.

Toutefois, une telle solution ne nous paraît pas pertinente pour plusieurs raisons.

Tout d'abord elle ferait fi d'un pur problème de la téléphonie mobile intrinsèquement lié aux fréquences.

Ensuite, loin de régler un problème propre à la téléphone mobile, elle ne ferait qu'en créer un autre mais dans un autre secteur, celui de la téléphonie fixe. En effet, on ne peut négliger les contraintes techniques du Wifi et plus particulièrement les risques de saturation qui plus est très difficiles et délicats à maîtriser.

De plus, une telle solution négligerait également des contraintes techniques propres à la téléphonie mobile. En l'espèce il est lié au taux de pénétration des terminaux 2G,3G particulièrement élevé à la Réunion mais peu compatibles avec la Wifi. Or, tant que les réseaux et technologies 2 G et 3 G demeureront, il est probable que les particuliers conserveront ce type de terminaux.

Enfin, dans la mesure où la couverture en fibre optique des territoires dépend de la signature de CPSD en ZMD et par là du bon vouloir des communes qui sont par ailleurs libres de diviser le territoire communal en plusieurs CPSD, la couverture en fibre optique de l'île de la Réunion est par construction incomplète pour tous les opérateurs d'immeuble réunionnais.

Ainsi, si un dispositif VoWIFI devait être instauré, il ne pourrait l'être que marginalement. **En tout état de cause, il ne saurait en aucun cas ni se substituer ni compenser le besoin d'allocation en fréquences basses pour un opérateur comme ZEOP MOBILE.**

- **Question n° 5. Identifiez-vous des besoins de compléments hertziens pour un service d'accès fixe à internet à La Réunion ou à Mayotte ? Pour répondre à ces besoins, est-il pertinent d'inclure dans l'appel à candidatures des dispositions incitant les opérateurs à offrir un service d'accès fixe à internet à partir de leur réseau mobile à très haut débit ? Pour quelles raisons ? Si oui, sur quelles zones géographiques ?**

Il ne semble pas qu'il existe pour la Réunion un besoin complémentaire d'accès fixe à très haut débit via les réseaux mobiles.

La Réunion est, après la région île de France, la région la plus dynamique en termes de couverture par fibre optique. Et les quelques communes ou territoires non couverts par les réseaux FTTH des opérateurs privés sont désormais pris en charge par le réseau d'initiative publique dirigé par la Région Réunion.

Une telle couverture en fibre optique offre par conséquent un accès très large au service fixe à très haut débit. Probablement, à l'échéance des déploiements des différents réseaux de fibre optique, la couverture et le maillage les plus denses de France.

- **Question n° 6. Des dispositions en faveur de la transparence concernant les pannes réseaux et les déploiements prévisionnels sont-elles nécessaires ?**

Il ne paraît ni nécessaire ni approprié d'imposer des mesures réglementaires ayant pour objet d'encadrer la communication des opérateurs mobiles quant aux pannes de réseaux ou à l'état prévisionnel des déploiements.

Tout d'abord, la transparence dont font preuve les opérateurs mobiles en la matière doit rester un acte souverain. En la matière, les mesures prises par un opérateur participent même à une stratégie de différenciation dans la communication que seuls les consommateurs peuvent *in fine* arbitrer et sanctionner notamment par une résiliation.

En tout état de cause, les opérateurs mobiles sont d'ores et déjà soumis en la matière à des obligations et des principes consuméristes de transparence et d'information à l'égard des consommateurs. Il convient d'en préserver la pertinence et la lisibilité en évitant leur doublement par d'autres mesures d'ordre réglementaire qui ne pourraient que d'avérer contreproductives par la confusion qu'elles ne manqueraient pas de créer.

D'autre part, si un état de déploiement prévisionnel peut s'avérer utile et fiable pour le marché de la téléphonie fixe, notamment en matière fibre optique, il n'en est rien en matière de téléphonie mobile. Au contraire, dans ce dernier secteur, tous les opérateurs mobiles sont régulièrement confrontés aux associations de riverains qui

peuvent empêcher, le dernier moment venu, l'ouverture d'un site voire même faire pression pour obtenir une demande expresse d'abandon par une commune ou un bailleur social d'un site pourtant valablement conclu et déployé. Les états prévisionnels de déploiement mobile sont donc trop aléatoires pour pouvoir constituer un outil de communication efficace.

Enfin et surtout ZEOP MOBILE relève qu'en l'occurrence il serait l'opérateur mobile le plus directement concerné pour ne pas dire ciblé par un tel dispositif. Les trois autres opérateurs mobiles réunionnais jouissent en effet de réseaux mobiles avec une couverture supérieure à 99 % de la population depuis plusieurs années, sans avoir connu ce type de contrainte.

Dès lors, un tel dispositif s'appliquerait de manière quasi exclusive à un seul des quatre opérateurs mobiles ce qui, outre une transparence faussée sur l'état des déploiements mobiles à la Réunion, engendrait de fait une application disproportionnée donc discriminante sur l'opérateur mobile ciblé, ZEOP MOBILE.

- **Question n° 7. Identifiez-vous d'autres besoins d'aménagement numérique du territoire dans les zones considérées ?**

Non, nous n'identifions aucun autre besoin.

- **Question n° 8. Envisagez-vous de proposer sur un réseau mobile des services 5G ou de recourir à des services 5G à Mayotte et à La Réunion ? À quel horizon temporel ?**

Il nous semble prématuré dans un premier temps d'envisager des services 5 G à la Réunion. La raison en est simple : ces services n'existent pas vraiment à l'heure actuelle.

Et, pour les mêmes raisons, il nous est impossible de fournir un quelconque horizon temporel même si, à terme, ZEOP MOBILE fournira probablement des services 5 G.

- **Question n° 9. Les dispositions proposées en faveur des services offerts par les opérateurs aux verticaux sont-elles pertinentes ? Le cas échéant, dans quelle(s) bande(s) de fréquences ? Pour quelles raisons ?**

ZEOP MOBILE estime que la liberté d'entreprendre doit demeurer l'un des principes directeurs d'une allocation de fréquences. Toute restriction à ce principe via l'imposition de dispositions réglementaires contraignantes ne peut que constituer une exception et rester strictement limitée et dûment justifiée.

Or, en l'occurrence, rien ne justifie d'imposer des obligations aux opérateurs vis-à-vis des « verticaux ». Ce serait là encore faire un procès d'intention aux opérateurs mobiles en présupposant qu'ils se refuseront de répondre aux attentes des verticaux. Pour une efficacité concurrentielle optimale du marché B2B réunionnais de la téléphonie mobile, la fourniture de ce type de service devrait ainsi rester au libre choix de chaque opérateur.

Si des mesures devaient être prises pour la Réunion, elles devraient en réalité impliquer les pouvoirs publics dans la création d'un écosystème orienté notamment sur les services IOT et non tant sur les réseaux de télécommunications.

- **Question n° 10. Une obligation de support d'IPv6 dans le cadre de l'attribution des bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz soulève-t-elle des difficultés ? Lesquelles ?**

Pour ZEOP MOBILE, une obligation de support IPv6 dans le cadre de l'attribution des bandes 700 MHz ou 3,5 GHz ne soulève pas de difficulté particulière.

- **Question n° 11. Avez-vous besoin de fréquences supplémentaires dans la bande 900 MHz entre le 1^{er} janvier 2021 et 2025 à Mayotte ? Quelle quantité ? Pour quel service ?**

N'ayant pas actuellement de fréquences sur l'île de Mayotte, ZEOP n'a pas de besoin en fréquences supplémentaires pour cette île.

- **Question n° 12.** Le cas échéant, une attribution de 2,4 MHz duplex dans la bande 900 MHz pour la période 2021-2025 devrait-elle être concomitante à celle de la bande 700 MHz à Mayotte ?

Bien que ZEOP MOBILE ne soit pas implanté à Mayotte, une attribution de 2,4 MHz duplex dans la bande 900 MHz semble bien insuffisante pour entreprendre un service quelconque dans de bonnes conditions.

Si ZEOP MOBILE devait candidater un jour à Mayotte, cela ne pourrait se faire que dans le cadre d'une remise à plat complète du spectre afin d'être en mesure de disposer de suffisamment de fréquences pour proposer des services de qualité à sa clientèle.

- **Question n° 13.** La mise en place de dispositions visant à limiter le déséquilibre des quantités fréquences en bandes basses entre opérateurs vous paraît-elle pertinente pour stimuler la concurrence dans les zones concernées ? Pour quelles raisons ?

Oui. Voir la réponse ci-dessous à la question n° 25.

- **Question n° 14.** Estimez-vous pertinent de prévoir des dispositions visant à renforcer l'accessibilité en prix des services mobiles à très haut débit à Mayotte et le développement des usages, par exemple la possibilité pour les opérateurs candidats de prendre un engagement relatif à la commercialisation à Mayotte d'offres attractives en prix et en volume de données mobiles à très haut débit ? Dès lors, quel niveau de prix maximal, pour quelle enveloppe de données mobiles à très haut débit minimale, vous sembleraient appropriés ? Pour quelles raisons ?

Bien que non présent à Mayotte, ZEOP MOBILE souhaite souligner la singularité de cette île en termes de capacité sous-marine. Force est de constater que Mayotte se trouve en situation de duopole quant à la capacité sous-marine d'accès, ORANGE et SFR étant présents sur les câbles LION 2 et LION 3.

Dès lors, les autres opérateurs mobiles qui souhaitent offrir des services sur cette île sont obligés d'acheter à ORANGE ou à SFR de la capacité sur ces câbles sous-marin à un prix exorbitant. Et pour cause, les besoins en capacité des opérateurs mobiles se montent désormais à 10 Gbit/s alors que la structure tarifaire encadrée originellement par un régime de défiscalisation des câbles LION 2 et LION 3 est obsolète puisque construite sur une base de STM1, soit 150 MO. Toute demande en GO est alors confrontée à une envolée des prix. En d'autres termes, l'obligation d'accessibilité tarifaire de certains services mobiles mahorais risque de se transformer en effet de ciseau pour les opérateurs autres que SFR et ORANGE.

Par conséquent, pour renforcer véritablement et efficacement l'accessibilité des prix de certains services mobiles mahorais, encore faudrait-il réguler en amont si ce n'est le prix du moins la structure tarifaire des accès aux câbles sous-marins qui desservent l'île de Mayotte. A défaut, seuls ORANGE et SFR seraient en mesure de supporter le coût d'une telle mesure sans encourir de lourdes pertes.

- **Question n° 15. Quels critères d'utilisation effective du spectre apparaissent comme les plus pertinents ? Ces derniers doivent-ils être spécifiques à chaque bande ou génériques, et pourquoi ? Avec quels mécanismes de vérification ? Selon quel délai ?**

Pour ZEOP MOBILE, les obligations de déploiement à échéance qui figurent dans le cahier des charges des autorisations permettent d'ores et déjà d'atteindre cet objectif. Elles se suffisent en soi.

- **Question n° 16. Une telle possibilité à Mayotte et à La Réunion vous semble-t-elle pertinente ? Pour quelles raisons ?**

Il apparaîtrait pour le moins contradictoire de prévoir, au nom de l'efficacité de la gestion et de l'utilisation du spectre, un dispositif permettant d'utiliser les fréquences attribuées à d'autres.

Partie 2 : Les bandes de fréquences disponibles

- **Question n° 17.** En tant qu'opérateur, à quel horizon souhaitez-vous déployer des équipements 5G ? Dans quelle(s) bande(s) de fréquences ? À quel horizon un déploiement de la 5G dans les bandes déjà attribuées (800 MHz, 900 MHz, 1800 MHz, 2,1 GHz, 2,6 GHz FDD) est-il envisageable ?

Faute d'une visibilité suffisante sur les équipements, les futurs services et les terminaux, ZEOP MOBILE n'est pas encore en mesure de se prononcer sur cette question.

- **Question n° 18.** Souhaiteriez-vous utiliser des fréquences de la bande 700 MHz à La Réunion ou à Mayotte ? Quelle quantité ? Pour quel service ? Quelle technologie utiliseriez-vous : 5G ou autres ?

ZEOP MOBILE est aujourd'hui le seul opérateur mobile opérant à la Réunion qui ne dispose d'aucune fréquence basse. Non seulement ses trois concurrents possèdent un volume confortable de MHz, qui se monte pour chacun à 20 MHz, mais en outre celui-ci couvre à la fois la bande des 800 MHz et celle des 900 MHz (voir ci-après le tableau fourni à la question n° 25).

Dès lors, l'obtention par ZEOP MOBILE de fréquences dans la bande 700 MHz apparaît nécessaire afin de procéder à un juste et nécessaire rééquilibrage des portefeuilles de fréquences. Ce rééquilibrage aurait pour vertu de favoriser entre les différents opérateurs mobiles présents à la Réunion une concurrence saine et objective sur la base des mérites attachés à la qualité de leur propre réseau mobile et non plus une concurrence via le prisme déformant et réducteur des fréquences allouées sur le domaine public hertzien.

A ce titre, pour que ce rééquilibrage soit efficace, il conviendrait au minimum de compenser les 20 MHz de fréquences basses détenus par chacun des autres opérateurs mobiles.

Par conséquent, ZEOP MOBILE souhaite obtenir à la Réunion des fréquences dans la bande des 700 MHz et ce au moins à hauteur de 20 MHz. Un seuil supérieur à 20 MHz est même parfaitement envisageable à titre de mesure de régulation compensatrice pour l'absence de prise en compte du désavantage structurel subi par ZEOP MOBILE depuis 2016 (voire les développements suivants à la question n°25).

Quant à l'usage de ces fréquences en 5 G, il est pour l'instant impossible de se prononcer faute de visibilité sur les fréquences, leurs allocations et le portefeuille final.

- **Question n° 19. Les mesures proposées sont-elles applicables à La Réunion et à Mayotte ? Le cas échéant, quelle alternative proposez-vous ?**

Si la bande 3,5 GHz à la Réunion n'est pas encore disponible à ce jour, elle le sera soit au soir du 31 décembre 2020, date d'échéance de la seule autorisation détenue actuellement sur l'île par un opérateur mobile (SRR), soit six (6) mois plus tard en cas de demande de prolongation du titulaire telle qu'envisagée par l'ARCEP, c'est-à-dire fin juin 2021.

Ce laps de temps apparaît suffisant pour régler, en concertation avec tous, les risques de brouillage qui pourraient encore subsister.

- **Question n° 20. L'attribution des fréquences de la bande 3400 - 3420 MHz avec le reste de la bande vous semble-t-elle pertinente malgré les contraintes visant à éviter les brouillages des radars du ministère des armées ? Pour quelles raisons ?**

Si cette attribution peut sembler pertinente, il apparaît difficile de répondre à cette question sans connaître les modalités de sélection pour cette bande.

- **Question n° 21. Avez-vous des remarques ?**

Aucune autre remarque

- **Question n° 22.** Souhaiteriez-vous utiliser des fréquences de la bande 3,4 - 3,8 GHz à La Réunion ? Quelle quantité ? Pour quel service ? Quelle technologie utiliseriez-vous : 5G ou autres ?

ZEOP MOBILE souhaiterait utiliser à la Réunion des fréquences dans la bande des 3,4-3,8 GHz. Quatre opérateurs disposant chacun de 25 à 50 MHz serait approprié.

Comme évoqué précédemment, la 5 G nous semble particulièrement appropriée pour le marché de l'internet des objets (« IOT »), lorsque que ce marché sera mûr.

- **Question n° 23.** Souhaiteriez-vous utiliser des fréquences de la bande 1,4 GHz à La Réunion ou à Mayotte ? À quelle échéance ? Pour quel service ? Quelle technologie utiliseriez-vous : 5G ou autres ?

ZEOP MOBILE souhaiterez également pouvoir utiliser des fréquences de la bande 1,4 GHz.

Cette bande serait là aussi exploitée principalement mais non exclusivement pour le marché de l'IOT.

- **Question n° 24.** Cette proposition de réduire la durée des autorisations attribuées par l'Arcep dans la bande 1,4 GHz vous paraît-elle adaptée ? Pour quelles raisons ?

ZEOP MOBILE est défavorable à toute réduction de la durée des autorisations. Le montant conséquent des investissements dans les équipements de téléphonie mobile, qui ne cessent d'augmenter au fil des ans, implique des durées d'amortissement longue corroborée par des durées d'autorisation longues. La remise en cause de ces longues durées d'autorisation risquerait de fragiliser l'écosystème des opérateurs mobiles.

Partie 3 : Modalités d'attribution pour les bandes de fréquences à la Réunion et à Mayotte

- **Question n° 25. Un plafond sur la quantité de fréquences détenues en bandes basses (700, 800 et 900 MHz) vous paraît-il approprié ?**

L'instauration d'un plafond applicable à la quantité de fréquences détenue en bandes basses apparaît non seulement appropriée mais qui plus est indispensable.

Il convient à ce titre de rappeler que ZEOP MOBILE, dernier entrant sur le marché mobile réunionnais dispose à ce jour du plus petit portefeuille de fréquences pour ce territoire, avec un écart 20 MHz minimum et jusqu'à plus 27 MHz par rapport aux autres opérateurs mobiles actifs à la Réunion (voir ci-dessous le tableau des portefeuilles de fréquences). En outre, ZEOP MOBILE est totalement dépourvu de fréquences basses contrairement à l'ensemble de ses concurrents.

Opérateur	800 MHz	900 MHz	1800 MHz	2,1 GHz	2,6 GHz	Total
Orange	10	12,4	20	14,8	20	77,2
SRR	10	12,4	15	14,8	20	72,2
Telco OI	10	9,8	20	14,8	15	69,6
ZEOP Mobile	-	-	20	14,8	15	49,8

Quantités de fréquences attribuées par opérateur à La Réunion (en MHz duplex)¹

Comme cela a déjà été souligné par l'Autorité de la concurrence², être privé de fréquences basses constitue un handicap concurrentiel majeur et incontestable

¹ ARCEP, Consultation publique « De nouvelles fréquences pour les réseaux mobiles à la Réunion et à Mayotte », 19 décembre 2019, page 12, Tableau 3.

² ADLC, Avis 13-A-08 du 11 mars 2013 : « les fréquences hautes sont caractérisées par une moins bonne propagation que les fréquences basses. La portée du signal est de fait moins grande pour les fréquences hautes que pour les fréquences basses ; de plus, les fréquences hautes pénètrent moins bien les bâtiments que les fréquences basses, de sorte que pour offrir une couverture de qualité et une qualité de service identiques, un opérateur qui ne dispose que de fréquences hautes doit implanter davantage de sites qu'un opérateur qui peut exploiter des fréquences basses. L'augmentation du nombre de sites à déployer se traduit par un surcoût financier qui peut être élevé » (point B, page 7, note de bas de page n°1).

pour un opérateur mobile. Ce dernier est si prégnant qu'il justifie, par souci d'équité, l'octroi de des mesures compensatoires.

Pour autant, à ce jour, le handicap en fréquences basses dont souffre ZEOP MOBILE, bien qu'avéré et non contestable, n'a fait l'objet d'aucune compensation par les autorités de contrôle. Et ce contrairement aux deux précédentes situations de déséquilibre concurrentiel d'ordre structurel qu'a connu le marché français de la téléphonie mobile.

Pour mémoire :

- La même absence de fréquences basses, couplée à l'entrée tardive sur le marché français de la téléphonie mobile, avait justifié que BOUYGUES TELECOM obtienne de manière dérogatoire dès 1994 des tarifs de terminaison d'appel supérieurs à ceux d'Orange et SFR et ce pendant plusieurs années.
- De la même façon, l'arrivée encore plus tardive en 2011 de FREE MOBILE à l'occasion de l'attribution des fréquences dites 4 G, avait justifié que celui-ci bénéficie non seulement de terminaisons d'appel différenciées mais aussi d'un droit à une prestation d'itinérance dans la bande des 800 MHz auprès d'un autre opérateur en zone de déploiement prioritaire, constituée des zones les moins denses du territoire métropolitain (dès lors que son réseau dans la bande des 2,6 GHz avait atteint une couverture de 25 % de la population métropolitaine).

C'est pourquoi, l'instauration d'un plafond de détention de fréquences basses est absolument nécessaire.

Et il l'est d'autant plus que les opérateurs mobiles historiques à la Réunion que sont SFR et ORANGE ont pu accéder facilement et sans limite à ces fréquences basses pendant des décennies et ainsi se constituer de confortables portefeuilles de fréquences sans contraintes de seuil. A l'heure des débits de l'internet mobile ces coquets portefeuilles de fréquences se transforment en de véritables avantages concurrentiels.

Un plafond qui vient couvrir l'ensemble des bandes basses est donc un moyen non seulement de rééquilibrer les allocations passées de fréquences mais aussi de

rééquilibrer les conditions actuelles dans lesquelles les opérateurs mobiles se font concurrence.

Un plafond de 30 MHz est à ce titre beaucoup trop élevé puisqu'il ne ferait que contribuer à creuser l'écart entre ZEOP MOBILE et ses concurrents. Même un plafond de 25 MHz reste encore trop élevé dans la mesure où un écart de portefeuille de fréquences, bien que réduit, subsisterait toujours.

Pour véritablement corriger la situation actuelle, il conviendrait de :

- Fixer un tel plafond à 20 MHz par opérateur mobile réunionnais ;
- Mais **instaurer une dérogation pour le quatrième et dernier opérateur qu'est ZEOP MOBILE avec une réhausse du plafond à 30 MHz comme mesure compensatoire à son manque de fréquences basses.**
- Etablir les règles de réattribution des fréquences basses avec une priorité sur le 700 MHz et le 800 MHz pour ZEOP MOBILE si le plafond de 15MHz sur le 700 MHz devait avoir lieu de manière à ce que, en tant que dernier entrant, ZEOP MOBILE n'ait pas à supporter l'intégration de bande 900 MHz sur la 4G ou 5G qui n'est pas encore d'actualité chez les constructeurs.

Ce n'est qu'en rétablissant une certaine équité sur le domaine public des fréquences entre les opérateurs mobiles, par le biais objectif et matériel de l'allocation des fréquences basses, que les fondements d'une concurrence saine et loyale sur le marché réunionnais de la téléphonie mobile seront rétablis et pourront s'épanouir. A défaut ce sont *in fine* les consommateurs réunionnais qui continueront à en pâtir.

- **Question n° 26. Quelles seraient les conséquences d'un plafond fixé à 25 MHz duplex ? Même question pour un plafond fixé à 30 MHz duplex ?**

Se reporter à la réponse à la question n°25.

- **Question n° 27. Lequel des deux mécanismes proposés vous paraît le plus approprié pour l'attribution de la bande 700 MHz à Mayotte et à La Réunion ?**

Aucun des deux mécanismes proposés ne paraît approprié. Le mécanisme des enchères ascendantes à plusieurs tours n'est tout simplement pas adapté aux départements et région d'outremer.

Déjà en l'an 2000, le Président de l'ancienne ART, Jean-Michel Hubert, déclarait sans ambiguïté à l'occasion de l'attribution des fréquences UMTS son opposition au système des enchères qui conduirait à « *l'extinction programmée* » des perdants alors même que les vainqueurs, simplement plus riches, ne seraient pas pour autant les plus performants :

*« Enfin, un des éléments contraignants d'une procédure d'enchères, c'est que sa nature même en fait un processus non maîtrisable, laissé au seul choix des acteurs, qui conduit à une décision sur le seul critère financier ; et ceci n'assure en aucun cas que les acteurs les plus riches soient les plus performants. De plus, cette compétition financière se joue dans un contexte particulier à savoir, qu'en France, comme ailleurs, les opérateurs 2G en place sont obligés de gagner pour survivre ou se retrouvent, à tout le moins dans leur structure actuelle, **sur la voie de l'extinction programmée** ».*³

Il est connu de tous que les coûts de déploiement et de connectivité de ces territoires avec le reste du monde y sont plus élevés en raison des conditions climatiques (risques cycloniques, humidité élevée, pluviométrie importante, etc.), d'une part, et de leur isolement et plus particulièrement de leur éloignement avec le continent européen (nécessité d'un raccordement par câble sous-marin avec contrainte de doubler les routes maritimes pour sécuriser les flux), d'autre part.

³ L'intervention de Jean-Michel Hubert sur les enchères UMTS, 11 mai 2000.

Dès lors, des enchères ne feraient qu'augmenter encore davantage le coût de déploiement des réseaux mobiles qui sont déjà intrinsèquement supérieurs à ceux de la métropole. Et le coût de ces enchères serait répercutés sur le prix des services au détriment des consommateurs.

Il est d'ailleurs surprenant que le mécanisme des enchères ascendantes à plusieurs tours soit proposé pour la 5 G à la Réunion et à Mayotte. Voici à peine trois ans ce mécanisme été catégoriquement rejeté par le Gouvernement et l'Autorité à l'occasion de l'attribution des fréquences dites 4 G ⁴ en outremer, pour des raisons très justes qui demeurent.

S'agissant plus particulièrement de la Réunion, il serait pour le moins discriminant de permettre le recours à une procédure d'enchères sur un territoire où n'évolue qu'un seul opérateur mobile de taille modeste et local, ZEOP MOBILE, tandis que tous ses concurrents mobiles appartiennent à de grands groupes à taille internationale et aux moyens financiers considérables et disproportionnés au regard de ceux de ZEOP MOBILE.

Peut-on un seul instant croire que ZEOP MOBILE ait les ressources financières pour pouvoir surenchérir face à ORANGE, SFR(SRR) ou FREE ? A n'en pas douter le plus petit opérateur qu'est ZEOP MOBILE serait automatiquement éliminé dès le premier tour faussant par ailleurs la procédure même où en réalité seuls trois des quatre opérateurs mobiles évoluant à la Réunion pourraient réellement concourir. En d'autres termes, et pour reprendre la formule adoptée par le président d'un grand groupe français voici vingt ans à ce propos, les enchères portent en elles le risque patent pour un opérateur mobile de petite taille soit d'une mort subite en cas d'échec soit d'une mort lente par asphyxie en cas de succès⁵.

⁴ ARCEP, Communiqué de presse, 2 février 2016 : « Afin de rendre toujours plus accessibles les offres de services mobiles outre-mer, où les services de connectivité numérique sont déjà plus coûteux qu'en métropole, l'Arcep et le Gouvernement ont fait le choix de ne pas attribuer les fréquences par enchère. »

⁵ Le Monde, 10 mai 2000, Mortelles enchères dans le téléphone.

Et proposer des enchères ascendantes pour le territoire de la Réunion est d'autant plus surprenant, voir même choquant, que ZEOP MOBILE est le tout dernier entrant sur le marché de la téléphonie mobile depuis seulement trois ans. Il se trouve ainsi en pleine phase de déploiement de son réseau 4 G, lequel monopolise toutes ses ressources financières.

Une telle procédure ne ferait donc que l'éliminer purement et simplement de cette procédure de sélection par les prix au plus grand bénéfice des trois autres opérateurs pourtant déjà détenteurs de portefeuilles de fréquences plus importants que ZEOP MOBILE.

Si l'objectif affiché par les autorités demeure de rendre les offres 5 G accessibles à tous, alors seul le mécanisme de la procédure comparative peut être et doit être retenu à la Réunion (et à Mayotte). Tout autre solution irait à l'encontre de l'intérêt même des consommateurs réunionnais en réduisant mécaniquement la concurrence entre les opérateurs mobiles.

- **Question n° 28. Avez-vous des remarques sur les modalités d'attribution proposées pour la bande 700 MHz à La Réunion et à Mayotte ?**

Nos remarques figurent à la réponse de la question n° 27.

Toutefois, ZEOP MOBILE souhaite une nouvelle fois (cf réponse à la question n° 3) souligner sa surprise quant au mélange des genres qui irradie toute la consultation entre l'attribution des fréquences, notamment dans la bande 700 MHz, et les services 5 G en violation du principe de neutralité technologique des fréquences. Il ne faudrait pas qu'un opérateur qui souhaite utiliser à la Réunion les fréquences 700 MHz pour des services autres que 5 G comme ceux de la 4 G soit discriminé par rapport aux autres opérateurs à la Réunion qui utilisent d'autres fréquences basses pour de la 4G, et ce alors même qu'il le ferait en parfaite conformité avec le principe précité de neutralité des fréquences et qu'aucun opérateur n'a été inquiété de la sorte pour ces mêmes fréquences 700 MHz en métropole.

- **Question n° 29.** Une attribution en 4 blocs de 100 MHz vous paraît-elle appropriée pour l’attribution de la bande 3,4 - 3,8 GHz à La Réunion ? Quels seraient les avantages et inconvénients de telles modalités d’attribution ?

Une attribution de quatre blocs de 100 MHz paraît appropriée.

- **Question n° 30.** Une enchère ascendante à plusieurs tours, avec un plafond fixé à 100 MHz par candidat vous paraît-elle appropriée pour l’attribution de la bande 3,4 - 3,8 GHz à La Réunion ? Quels seraient les avantages et inconvénients de telles modalités d’attribution ?

Pour les raisons précédemment évoquées, une enchère ascendante à la Réunion, quelles qu’en soient les modalités pratiques, ne nous paraît pas appropriée.

Elle n’aurait que des inconvénients, comme par exemple :

- Exclure l’opérateur disposant des plus faibles ressources financières, soit ZEOP MOBILE ;
- Favoriser les opérateurs ayant les plus grosses ressources financières, soit les trois autres opérateurs actifs à la Réunion que sont ORANGE, FREE et SFR, lesquels sont aussi les opérateurs d’envergure nationale ;
- Fausser le mécanisme de sélection en ne permettant mécaniquement de participer qu’à trois des quatre opérateurs actifs à la Réunion ;
- Renchérir le prix des services 5 G car les opérateurs n’auront d’autres choix que de reporter le coût des enchères ascendantes sur le prix de leurs services 5 G ;
- Diminuer voire empêcher la concurrence entre les opérateurs mobiles à la Réunion ;
- Diminuer l’innovation et plus généralement toute velléité de différenciation dont le coût aura été préalablement absorbé par le prix des enchères.

- **Question n° 31. Faut-il privilégier une procédure commune aux deux bandes ou deux procédures indépendantes ?**

Les fréquences 700 MHz ont déjà été attribuées depuis plus de cinq ans en Métropole.

Néanmoins, il n'est pas envisageable de tenter de combler le retard pris par les DROM dans l'allocation des fréquences 5 G en cherchant à afficher une procédure commune d'attribution des fréquences dans la bande 700 MHz et dans celles des 3,5 GHz.

Tout d'abord, il convient de rappeler que la bande 3,5 GHz n'est pas actuellement disponible à la Réunion. Une allocation pour cette bande serait donc privée de tout effet avant plusieurs années.

Ensuite, alors que les fréquences 700 MHz sont actuellement utilisés pour la 4 G, les fréquences 3,5 GHz le seront pour la 5 G. Une procédure commune 700 MHz et 3,5 GHz impliquerait dès lors une double approche technologique pour les opérateurs et surtout des investissements conséquents lourds dans deux technologies différentes.

Enfin, si un mécanisme d'enchères ascendantes devait finalement être retenu, une procédure commune aux deux bandes de fréquences seraient particulièrement préjudiciable au plus petit opérateur qu'est ZEOP MOBILE. Alors que ZEOP MOBILE serait confronté à la puissance financière disproportionnée des grands groupes que constitue Orange, FREE ou SFR, il en serait en outre doublement victime tant sur les fréquences 700 MHz que sur celles des 3,5 GHz

- **Question n° 32.** Une autre consultation publique suivra, afin de mettre en place des procédures d'attribution en Martinique, en Guadeloupe, en Guyane, à Saint-Martin, à Saint-Barthélemy et à Saint-Pierre-et-Miquelon. Les acteurs de ces territoires sont d'ores et déjà invités à exprimer leurs positions et leurs souhaits de développement dans les bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz dans ces territoires.

ZEOP MOBILE n'est pas présent sur ces autres territoires.

Néanmoins, ZEOP MOBILE se plaît à croire que les développements précédents sur les enchères ascendantes, les fréquences basses ou encore la jonction des procédures sur la bande 700 MHz et la bande 3,5 GHz sont transposables mutatis mutandis à ces autres territoires d'outremer dans la mesure où y évoluent également des opérateurs mobiles locaux confrontés à la concurrence des trois opérateurs mobiles nationaux que sont ORANGE, SFR et FREE.

Il en va de la survie du modèle actuel dans les DROM où des opérateurs mobiles locaux sont actifs et performants.

Partie 4 : Autres

- **Question n° 33.** Avez-vous d'autres remarques ?

Aucune autre remarque.